

LES VOYAGES FORMENT le théâtre jeunesse!

Ça grouille, ça bouillonne, ça réfléchit et ça « manifeste » aux quatre coins de la planète jeune public actuellement. Surprenantes coïncidences ou évidentes concordances que celles-ci : en France, un « Manifeste pour une politique artistique et culturelle du spectacle vivant en direction de la jeunesse » a vu le jour en juin 2012 et au Québec, vient de sortir le document « Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics ». Chez nous, des notes circulent, des décrets se font, se défont?, des rencontres formelles sont organisées... (cf. encart). Le théâtre jeune public est aujourd'hui au centre de débats et de dynamiques nouvelles. Artistes, programmeurs, médiateurs se fédèrent pour interroger et soutenir les politiques culturelles à destination du jeune public. Car les choix politiques sont à affirmer, réaffirmer pour certains, en ces temps particulièrement flous. Plutôt que de nous enfoncer ici dans les réalités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous vous invitons à un voyage, de ceux qui pourraient former le théâtre jeune public de demain. Direction le Québec en compagnie de Marie-Eve Huot, présidente de la TUEJ (Théâtres Unis Enfance Jeunesse), puis virage sur la France avec Christian Duchange, membre de Scène(s) d'Enfance et d'Ailleurs. Profitons de ce survol des réalités théâtrales jeune public québécoises et françaises pour prendre un peu de hauteur, histoire de nourrir autrement nos propres questionnements.



Le Québec : « Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics »

Début mars, plusieurs associations québécoises - la TUEJ, ADST, le CQT et Rideau - rendaient public un document rédigé ensemble sur les enjeux politiques du théâtre jeune public. Nous avons rencontré Marie-Eve Huot, comédienne, metteur en scène, auteur... et présidente de la TUEJ (Théâtre Unis Enfance Jeunesse), association des producteurs de théâtre jeune public québécois.

Pourquoi avez-vous écrit ce manifeste ?

Actuellement au Québec, nous n'avons pas encore de politique culturelle en matière de théâtre jeune public. C'est la raison pour laquelle nous avons appelé notre document « Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics ». Nous demandons en effet au Ministre de la Culture et de l'Éducation de développer cette politique spécifique. Par exemple, pour le moment, les enjeux propres au jeune public ne sont pas forcément pris en compte dans l'évaluation des compagnies jeune public. Nous avons donc rédigé ce document en soulignant les spécificités du théâtre jeune public et en pointant trois axes sur lesquels travailler à long terme pour soutenir le développement du théâtre jeune public. Et ce, tant pour la création artistique que pour la diffusion nationale et internationale.

Qu'avez-vous ainsi constaté ?

Actuellement, le théâtre jeune public vit une crise au Québec. On a nommé cette crise en 2011, lorsque les compagnies se sont tournées vers nous parce que les prix des cachets des représentations

n'évoluaient pas et que le nombre de représentations annuelles par compagnie diminuait d'année en année. Alors que les créations sont toujours meilleures et les équipes de création plus performantes, la demande des programmeurs de théâtre jeune public était à la baisse.

En réalisant une étude sur la fréquentation assidue, le Conseil Québécois du Théâtre a constaté que 61 % des enfants québécois ne voient pas de théâtre avant l'âge de 18 ans. La majorité des enfants ne sont pas en contact avec la danse, le théâtre ou tout autre art professionnel de la scène. L'enveloppe budgétaire des programmeurs n'augmentant pas, ils ne peuvent pas augmenter le cachet des représentations. Finalement, rien ne facilite la fréquentation des arts de la scène : le prix du billet n'est pas pris en charge, le transport des élèves coûte cher, plusieurs écoles n'ont pas de théâtre à proximité... Les enseignants ne sont pas encadrés et donc pas nécessairement encouragés à emmener leurs élèves au théâtre. Tout le monde fait ainsi le constat d'un manque de soutien financier. On est dans un cul de sac.

A partir de 2009, un comité -formé de créateurs, de travailleurs culturels, de programmeurs spécialisés et de programmeurs pluridisciplinaires- s'est réuni au Conseil Québécois Théâtre pour réfléchir sur les enjeux du théâtre jeune public. Les spécificités du théâtre jeune public ont ainsi pu être définies. Parmi celles-ci, je citerai notamment la nécessité d'une recherche fondamentale pour atteindre les publics cibles. Par exemple, actuellement, le théâtre adulte ne commande pas une recherche pour déterminer à quelle tranche d'âge le spectacle s'adresse. Or, il nous semble essentiel de pouvoir déterminer

en amont même de la création du spectacle l'accessibilité ou non du spectacle au public cible.

Ensuite, le théâtre jeune public implique une tournée sur le territoire québécois, qui est très vaste, et aussi à l'étranger. Cette tournée exige un énorme travail de la part de la compagnie, dont l'engagement d'une personne pour créer les ponts entre les programmeurs et pour organiser les tournées. Se structurer pour répondre aux nécessités de diffusion et d'administration encourt des frais plus flagrants encore que ceux encourus par le théâtre adulte.

Quelles furent vos propositions dès lors ?

Nous avons ciblé trois pistes de solutions. D'abord, la fréquentation assidue (qu'on appelait auparavant la « fréquentation obligatoire »), qui inviterait chaque élève à aller au théâtre tous les ans. Ensuite, l'équité des cachets versés aux compagnies jeune public et aux compagnies adultes. Par exemple, un programmeur verse en moyenne 1742 dollars pour un spectacle jeune public et 4481 dollars pour un spectacle adulte. Cette différence de 61 % est liée au fait qu'un billet de théâtre jeune public coûte 9,67 dollars et un billet de théâtre adulte 24,98 dollars, en moyenne. Le programmeur ne peut pas faire de miracle!

Enfin, nous réclamons que les programmeurs qui ont une vitrine jeune public soient mieux soutenus et subventionnés par le Ministère de la Culture et le Conseil des arts et lettres du Québec pour accueillir les spectacles jeune public. Les programmeurs sont déficitaires lorsqu'ils programment un spectacle jeune public.

Voilà nos trois principaux chevaux de bataille.

Ce sont trois chevaux de bataille d'ordre financier...

Oui, mais chacun touche à d'autres problématiques. Par exemple, la question de la fréquentation assidue touche à la problématique de la formation des maîtres. Au Québec, on observe que les enseignants sont de moins en moins sensibles aux arts vivants parce qu'ils n'ont pas eux-mêmes assisté à des spectacles étant jeunes, ils n'ont pas les clés pour amener les enfants à la danse ou au théâtre ou... Le réflexe n'a pas été déclenché jeune, il est donc plus difficile de l'acquérir à l'âge adulte. La formation des maîtres aura un rôle important à jouer dans la fréquentation assidue. Si les maîtres deviennent de bons passeurs alors les enfants pourront acquérir année après année le réflexe du théâtre.

Quelle est la prochaine étape ?

Nous avons lancé notre document au Théâtre Jeunesse Les Gros becs de Québec dans le cadre de RIDEAU, la salle était pleine, et le document a été salué par l'assemblée. Le Ministre de la Culture, Monsieur Maka Kotto, a prononcé un discours à la fin de la Bourse RIDEAU où il a salué le document. Les signataires du document (CQT, RIDEAU, ADST et TUEJ) le rencontreront à la fin du mois de mars. Nous espérons que la Ministre de l'Éducation sera présente. Nous désirons vraiment renforcer un lien entre la culture et l'enseignement, lien qui ne semble pas très concret pour le moment.

Parmi les enjeux cités, quel est celui qui vous semble prioritaire ?

La fréquentation assidue, car la place de l'art dans la société m'importe particulièrement, même avant le théâtre jeune public. Lorsque j'ai choisi de m'adresser aux jeunes, c'était un vrai choix de vie. C'est crucial! Au Québec, nous n'avons pas choisi de mettre l'art au centre de nos préoccupations, ce n'est pas un choix de société. Or, il me semble essentiel que le théâtre devienne une habitude, non pas une routine, chez chaque citoyen. L'art fait en sorte qu'on appréhende le monde différemment. Lorsqu'on est en contact avec une toile, une chanson ou un spectacle, une ouverture se crée. Par exemple, quand j'ai fait des ateliers sur la beauté dans le cadre du spectacle

Assoiffés, j'ai pu constater à quel point l'art peut être une issue de secours et offrir un ancrage solide. Les émotions, sensations et réflexions que provoque l'art sont à la fois impalpables et puissantes. J'aspire à ce que chaque citoyen puisse être mis en contact avec quelque chose de plus grand, avec la beauté et les rêves. Quand on est en contact avec des rêves, on a envie de rêver soi-même. Avoir accès aux arts de la scène pour un enfant lui permettrait de continuer à bien grandir et à se forger une identité de citoyen. Je crois que l'art peut accompagner l'enfant pour devenir un homme du monde.

Y a-t-il une volonté du milieu de l'éducation à rencontrer les milieux culturels et artistiques ?

Je ne connais pas la position de l'enseignement. Actuellement, le programme qui lie la culture et l'école est en train d'être revisité car il comportait un certain nombre d'incohérences. Des malentendus entre programmeurs et enseignants sont nés à cause de ce programme. Il est certain que le milieu de la culture est très ouvert à l'échange avec le milieu de l'éducation.

Quelle est la relation entre le théâtre adulte et le théâtre jeune public québécois ?

C'est une situation assez complexe. J'en ai parlé récemment avec Dominique Leduc, présidente du Conseil québécois du Théâtre. Je crois que la discipline jeune public est très reconnue au sein du milieu théâtral. Les compagnies jeunes publics représentent une deuxième école pour les jeunes comédiens qui commencent souvent par là. Les compagnies ont besoin de jeunes comédiens pour jouer de jeunes personnages, elles engagent également de jeunes concepteurs car elles aiment prendre des risques. La plupart des artistes sont reconnaissants et n'oublient pas le théâtre jeune public.

Cela étant dit, pour toutes sortes de raisons, certains artistes se désintéressent en cours de carrière de la pratique jeune public. Ils ne la renient pas, mais ils ne vont pas voir les représentations jeune public. Si bien que les jeunes artistes sont au courant de ce qu'il s'y passe tandis que la génération au dessus ne l'est plus nécessairement. Par exemple, celle-ci ne sait souvent pas ce qu'il se passe à la Maison Théâtre. Peut-être est-ce dû au fait qu'ils ne vont pas voir du théâtre jeune public parce que leurs enfants sont grands. Mais ceci ne me semble pas juste, puisqu'on voit dans cette même Maison Théâtre des parents, dont les enfants sont devenus adultes, continuer à venir au spectacle, sans enfant.

Sur quels enjeux travaillez-vous également ?

Nous avons lancé une grande et délicate réflexion sur la succession des compagnies dont la direction artistique va prochainement prendre sa retraite. Danièle Leclerc a rencontré chaque compagnie membre de la TUEJ durant une heure. Le document qu'elle a réalisé va servir de base à notre réflexion qui va s'étaler sur plusieurs mois.

Comment voyez-vous l'avenir du théâtre jeune public québécois ?

Il est plein d'espoir et de lumière... Mais je fais partie des privilégiés de la relève qui sont soutenus...

Propos recueillis par Cali Kroonen

Emile et Cie vous invite à rencontrer Marie-Eve Huot le samedi 11 mai 2013 à 16h30 au Théâtre La montagne magique. Celle-ci y présentera le manifeste « Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics ». La CTEJ sera présente.

Vous trouverez toutes les informations complémentaires sur le document québécois sur www.tuej.org